

GREVE ACADEMIQUE UNITAIRE LE VENDREDI 30 JANVIER

Toutes les raisons de faire grève !



dans l'éducation:

Rentrée 2004 catastrophique...Refusons la saignée !

- **Dans notre académie, suppression de 590 postes dans le 2nd degré** (407 en collège, 183 en lycée) : des retraits de l'ordre de plus de 2 postes par lycée, et d'1,5 en collège.

Pour notre académie, 1800 postes en moins depuis 5 ans, soit 2 METALEUROP.

- **Baisse drastique du nombre de postes mis au concours pour le second degré**: entre 3 et 8000 en moins pour 2004 (répercussions importantes sur les débouchés professionnels des étudiants, sur la résorption de la précarité, sur les conditions de travail dans les établissements, sur la carrière et pour les mutations).

- **Réduction des moyens de remplacement**, s'accompagnant d'une nouvelle dégradation des conditions de travail des remplaçants et du recours de plus en plus fréquent au remplacement à l'interne.

- **De nouvelles atteintes à l'offre et à la qualité de la formation** avec la disparition programmée des options, des langues rares, de BTS, des sections européennes, de l'enseignement technologique en général

- **Nouvelle réduction du nombre des personnels d'encadrement éducatif**: disparition des surveillants, des emplois-jeunes.

Les caractéristiques de notre académie ne sont pas pris en considération:

la population défavorisée est plus nombreuse que la moyenne nationale (+ 43 %), le taux de chômage supérieur de 4 points, le taux de RMistes pour 1000 habitants supérieur de 56 %.

Ne sont pas non plus pris en compte les retards persistants en termes de résultats des élèves.

Décentralisation et autonomie des établissements : refusons la casse du service public d'éducation !

- Transfert des TOS et des médecins scolaires aux régions et départements, menaces sur les missions des Copsy.

- Avec le projet de circulaire pour la rentrée 2004, la déréglementation progresse: horaires disciplinaires définis au plan local, création d'un « conseil scientifique et pédagogique », contractualisation des moyens, globalisation sur le bassin d'emploi (langues vivantes par ex)...

- Nouvelle grille horaire de 3^{ème} inacceptable; renforcement du contrôle continu au brevet des collèges.

- Un projet particulièrement dangereux de réforme des statuts (recrutement, qualification, formation, bivalence, remplacements, non titulaires, rémunération, carrière...), avec une nouvelle remise en cause de nos acquis.



et dans la fonction publique :

- Refus du gouvernement de négocier sur les salaires dans la Fonction publique, gel des traitements et pensions en 2003, 0,5% d'augmentation des traitements en 2004.

- Projet de rémunération « au mérite ».

- Retraites : un démantèlement du code des pensions imposé contre la volonté des personnels et dont les décrets d'application aggravent considérablement les dispositions annoncées en juin en particulier pour les femmes.

- Mort annoncée de l'assurance maladie telle qu'elle existe actuellement avec les projets de réductions des droits couverts par la solidarité au profit de l'assurance privée.

- Perspective de remise en cause du droit de grève dans la fonction publique.

La section académique du SNES-FSU